C62

F

39

.328

no. 33

ARRÊTS DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Des 31 Mai 1768 & 13 Juin 1769.

Le premier, qui, en cassant, tant une Sentence de l'Élection de Rouen du 8 janvier 1768, que l'Arrêt confirmatif rendu par la Cour des Aides de ladite ville le 16 avril suivant. confisque au profit de l'Adjudicataire des fermes, comme, ou absolument dépourvus de marques, ou n'ayant pas toutes celles requises, les Tabacs saisis par procès-verbal du 8 décembre 1767, sur Marie-Anne Lenormand, femme de Jérôme Dumont, Échoppier & Débitant de tabac en la paroisse du Petit-Maronime; & Catherine Lenormand sa sœur, femme de Nicolas Heuzé, Brouettier en ladite ville, malgré la prétendue nullité arguée de l'omission d'un mot dans la date du procès-verbal, & de ce que ce procès-verbal ayant été dressé dans le Bureau général, les femmes prévenues n'auroient pas eu la liberté d'y faire des déclarations à leur décharge: Condamne solidairement lesdites femmes en l'amende de mille livres chacune,

aux dépens faits , tant en l'Élection qu'en la Cour des Aides , & au coût de l'arrêt , liquidé à soixante-quinze livres:

Et le second , rendu contradictoirement , déboute lesdites femmes Dumont & Heuzé , de leur opposition audit arrêt du Conseil du 31 mai 1768, dont il ordonne l'exécution : Condamne en outre lesdites femmes au coût de ce second arrêt , pareillement liquidé à soixante-quinze livres.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

Du 31 Mai 1768.

SUR la requête présentée au Roi, en son Conseil, par Jean-Jacques Prevost Adjudicataire des Fermes générales-unies & de la vente exclusive du tabac : Contenant, que le 8 décembre 1767, les Employés de la brigade de Rouen rencontrèrent vers les quatre heures après midi dudit jour, sur les remparts de cette ville, deux femmes qui portoient chacune un paquet dans leur tablier, ce qui ayant déterminé ces Employés à arrêter ces femmes pour vérifier ce qu'elles portoient, ils trouvèrent que l'une étoit chargée de huit bouts de faux tabac, & l'autre de six; qu'en examinant avec attention ce même tabac, ils s'aperçurent que trois des quatorze bouts en question étoient revêtus de vignettes au nom de Thibault Larue ancien adjudicataire des Fermes; mais qu'ils remarquèrent en même temps que ces vignettes étoient évidemment contrefaites, que lesdits trois bouts n'avoient point aux extrémités le cachet de la ferme, comme l'ont les bouts ou carottes qui se vendent dans les bureaux de l'Adjudicataire, & qu'à l'égard des autres onze bouts, ils étoient absolument sans aucun plomb, marque, ni cachet de la Ferme: Que les deux femmes en question, qui déclarèrent se nommer l'une Marie-Anne Lenormand femme de Jérôme Dumont échoppier & débitant de Tabac en la paroisse du petit Maromme, & l'autre Catherine Lenormand sœur de la première & femme de Nicolas Heuzé brouettier à Rouen, furent conduites au bureau général de ladite ville, où les Employés, après avoir déposé le tabac saisi, rédigèrent leur procès-verbal, dont ils firent lecture à ces deux prévenues qu'ils conduisirent ensuite en prison, où ils leur

délivrèrent à chacune copie dudit verbal avec assignation, ainsi que copie séparée de leur acte d'écrou: Qu'après une fraude aussi constante & d'un objet aussi considérable, il n'étoit pas à présumer que la condamnation des femmes Dumont & Heuzé put souffrir la moindre difficulté; que cependant la cause portée devant les Élus de Rouen, ils rendirent le 8 janvier 1768, une sentence par laquelle sur l'action les parties ont été renvoyées hors de procès, & il a été ordonné que les prisons seroient ouvertes auxdites femmes, si pour autres causes elles n'y étoient détenues; que ce jugement avoit pour motif sur la forme que le procès-verbal étoit nul, parce que dans la copie qui en a été délivrée à la femme Dumont, il se trouve *l'an mil soixante-sept*, au lieu de *l'an mil sept cent soixante-sept*, & attendu d'ailleurs que ce verbal a été rédigé dans le bureau général du tabac, où, dit-on, les parties n'avoient pas la liberté de passer des déclarations tendantes à leur libération: Que sur le fond, les quatorze bouts de tabac saisis, s'étant trouvés revêtus de vignettes au nom de Thibaut Larue, ces bouts, ainsi que les onze autres, avoient été pris au bureau de cet Adjudicataire: Que les conséquences dangereuses d'un pareil jugement déterminèrent le suppliant à en interjeter appel à la Cour des Aides; mais cette Cour, en adoptant contre tous les principes les moyens plaidés par le défenseur des femmes Dumont & Heuzé, a par arrêt du 16 avril 1768, mis l'appellation au néant, ordonné que ce dont étoit appel, sortiroit son plein & entier effet, & condamné le suppliant en l'amende & aux dépens. Pour se convaincre combien cet arrêt est irrégulier, contraire à l'esprit & à la lettre des réglemens, & dangereux dans ses conséquences, il suffit d'examiner les moyens qui lui ont servi de base; les parties ont renoncé en cause d'appel à la prétendue nullité qu'elles avoient imaginé en première instance, & qui portoit sur ce que, dans la copie du procès-verbal délivrée à la femme Dumont, les Employés avoient omis dans la date de l'année le mot *cent*, mais elles se sont attachées principalement à soutenir que le procès-verbal étoit nul, pour avoir été rédigé au bureau général du tabac, où les prévenus de fraude n'ont pas la liberté de s'expliquer, ni d'avoir des témoins pour l'attaquer de faux; qu'il en devoit être dans ce cas comme des particuliers

que les archers de Maréchaussée ou les Huissiers ou Sergens arrêtent en vertu de décrets, & que ces derniers ne peuvent, suivant l'ordonnance de 1670, tenir en chartre privée, & sont obligés de les conduire directement en prison, où ils doivent rédiger & signifier leur procès-verbal entre les deux guichets; d'où l'on a inféré que les Employés sont assujettis à l'observation des mêmes règles, lorsqu'ils arrêtent des prévenus de fraude. Un système aussi déraisonnable auroit d'autant moins dû faire illusion à la Cour des Aides, que non-seulement c'est un usage généralement observé, & qui jusqu'ici n'a jamais fait la matière d'une reprise dans les Tribunaux, soit supérieurs, soit inférieurs qui connoissent des droits des Fermes, de conduire les particuliers surpris en campagne avec de la fraude, au bureau le plus prochain du lieu de la saisie, mais encore que cet usage est autorisé par des loix positives. En effet, indépendamment de ce que par l'article V du titre XI de l'ordonnance du mois de février 1687, dont les dispositions sont rendues communes à la Ferme du tabac, par l'article final de la Déclaration du 1.^{er} août 1721, il est dit que lorsque les saisies sont faites en campagne, les marchandises seront conduites au plus prochain bureau, où la description en détail en doit être faite, & conséquemment le procès-verbal rédigé; l'article XXX de la Déclaration que l'on vient de citer, s'explique à cet égard d'une manière qui ne devrait laisser aucune force aux allégations des femmes Dumont & Heuzé, & qui justifie d'ailleurs l'usage que la Cour des Aides a réprouvé dans l'occasion dont il s'agit; par cet article les Commis & Employés ayant serment en justice, sont autorisés à saisir les tabacs qu'ils trouveront en fraudé, ensemble les bateaux, charrettes & autres voitures servant au transport de la fraude, & conduire le tout au plus prochain bureau ou entrepôt, & à dresser procès-verbal de la saisie; après une disposition aussi précise, il n'étoit pas nécessaire de recourir à l'ordonnance de 1670, qui n'a aucune application à l'espèce. La régie des Fermes du Roi a ses loix particulières, & s'il est des cas où le silence de ces loix oblige de recourir au droit commun, ce n'étoit certainement pas celui où se trouvoient les femmes Heuzé & Dumont, par la raison que d'un côté les Employés étoient autorisés, comme on vient de le démontrer,

à conduire ces prévenues & leur fraude au plus prochain bureau du lieu de leur capture, & à y rédiger leur procès-verbal, & que de l'autre, la capture & l'emprisonnement des contrebandiers surpris en flagrant délit, n'a été autorisée que dans la vue d'éviter que ces sortes de gens qui n'ont le plus souvent aucun domicile connu ou qui sont presque toujours sans facultés, n'échappassent par la fuite aux condamnations qu'ils encourent; la permission accordée dans ce cas aux Employés, est représentative de la contrainte par corps qui s'exerce pour certaines dettes civiles, & il y a d'autant moins de parité entre cette permission & les décrets de justice qui sont toujours précédés d'informations & suivis d'une procédure extraordinaire, que dans l'espèce les prévenues n'étoient poursuivies que par voie d'assignation & pour des condamnations pécuniaires, & qu'il étoit nécessaire que la fraude qui faisoit le titre de l'action qui leur étoit intentée, fut constatée & déposée en leur présence: il est absurde de prétendre, comme on l'a fait, que les prisons sont un lieu plus libre qu'un bureau public, ouvert à tout le monde, & il n'est pas moins déraisonnable de dire que, rédiger un procès-verbal dans le bureau du Fermier, c'est ôter aux prévenus la liberté d'avoir des témoins pour s'inscrire en faux. L'objet d'une inscription de faux doit être, de prouver que les faits rapportés dans un procès-verbal, & qui établissent la fraude des prévenus, sont fausement avancés, & la preuve de ce faux ne peut s'acquérir que par le témoignage des particuliers qui se soient trouvés présens à la saisie, & non par la déposition de ceux qui n'auroient assisté qu'à la rédaction de ce verbal, & qui n'auroient connoissance du fait de la saisie. On a voulu persuader que les Employés, en rédigeant leur procès-verbal dans les bureaux du suppliant, sont les maîtres de supposer de la part des prévenus, telles déclarations qu'ils jugent à propos; mais si on eût fait attention que ces déclarations ne sont d'aucune considération, lorsqu'elles ne sont pas confirmées par la signature des parties au procès-verbal, & que d'ailleurs elles ne sont point le titre de l'action du Fermier, on auroit senti que cet argument portoit à faux, & qu'au surplus, les guichets des prisons étant encore moins accessibles au public que les bureaux de la Ferme, les prévenus y auroient encore moins la liberté de faire inter-

venir des particuliers pour être présens à la rédaction du verbal ; ce n'est qu'à compter du moment de la signification du procès-verbal, que ceux contre lesquels il est rendu, ont la faculté de former dans les vingt-quatre heures leur inscription ; rien n'empêchoit les femmes Dumont & Heuzé de se servir de cette ressource, si elles s'y croyoient fondées, & c'est sans le moindre fondement qu'on a soutenu, & que la Cour des Aides s'est laissée persuader qu'on les a privées d'une légitime défense en verbalisant contre elles dans le bureau du tabac. On a déjà observé que les Employés n'ont fait en cela que se conformer à un usage généralement observé, autorisé par une loi positive : on ajoutera de plus que dans une autre occasion la Cour des Aides elle-même l'a approuvé en réformant en 1766, une sentence des élus de Rouen qui avoit annullé un procès-verbal rendu contre un Boucher qui avoit fait entrer de la viande en fraude, sous prétexte que ce procès-verbal avoit été rédigé dans le bureau ou corps-de-garde des Employés d'une des portes de ladite ville ; enfin si les Employés eussent conduit directement à la prison les femmes Dumont & Heuzé, avant de constater en leur présence & au bureau du Fermier, la qualité & le poids du tabac saisi, & de le déposer au bureau, on auroit objecté avec raison au suppliant que ce dépôt devoit être fait en présence des fraudeurs, & cette objection auroit servi de prétexte pour annuller le procès-verbal, comme il est arrivé dans plusieurs occasions. Il n'est pas possible de laisser les Employés dans cette perplexité, à moins de vouloir leur interdire l'usage de la faculté que les réglemens leur donnent de saisir la fraude & d'en avertir les auteurs ; tout seroit renversé dans la régie, s'il étoit défendu aux Employés de verbaliser dans les bureaux du Fermier ; & s'il n'existoit point de loi qui les y autorisât, il seroit indispensable qu'il en fût établie une ; il résulte de ces observations qu'il n'est point d'arrêt plus irrégulier, plus contraire à l'esprit & à la lettre des réglemens, plus dangereux dans ses conséquences, & qui conséquemment présente autant de moyens de cassation, que celui rendu par la Cour des Aides de Rouen le 16 avril 1768. Requeroit à ces causes le suppliant, qu'il plût à Sa Majesté, sans s'arrêter ni avoir égard à la sentence des élus de Rouen du 8 janvier 1768, ni à

l'arrêt de la Cour des Aides de ladite ville; dudit jour 16 avril suivant, qui seront cassés & annullés, ordonner que les trente-huit livres de faux tabac en quatorze bouts, saisies sur lesdites femmes Dumont & Heuzé, demeureront acquises & confisquées au profit du suppliant; & pour la contravention desdites femmes Dumont & Heuzé, les condamner chacune & solidairement en l'amende de mille livres, aux dépens des causes principale & d'appel, & au coût de l'arrêt qui interviendra. Vu ladite requête, le procès-verbal des Employés de la brigade de Rouen du 8 décembre 1767, la sentence des Officiers de l'élection de ladite ville du 8 janvier suivant, & l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 16 avril aussi suivant: Vu aussi l'ordonnance du mois de juillet 1682, concernant le tabac, les articles II des Déclarations des 6 décembre 1707 & 1.^{er} août 1721, le titre XI de l'ordonnance du mois de février 1687 & l'article XXX de ladite Déclaration du 1.^{er} août 1721: Oui le rapport du sieur Del'Averdy Conseiller ordinaire & au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, sans s'arrêter à la sentence de l'Élection de Rouen du 8 janvier dernier, ni à l'arrêt de la Cour des Aides de ladite ville, du 16 avril suivant, que Sa Majesté a cassés & annullés, ordonne que les tabacs saisis sur les femmes Dumont & Heuzé demeureront acquis & confisqués au profit du suppliant; & pour la contravention desdites femmes Dumont & Heuzé, Sa Majesté les condamne solidairement à l'amende de mille livres chacune, aux dépens faits, tant en ladite Élection qu'en la Cour des Aides de Rouen, & au coût du présent arrêt liquidé à soixante-quinze livres. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Versailles le trente-un mai mil sept cent soixante-huit. Collationné. *Signé* DEVOUGNY.

L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, nous te mandons & commandons que l'arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, sur la requête à nous présentée en icelui par Jean-Jacques Prevost, Adjudicataire de nos fermes générales-unies & de la vente exclusive du tabac, tu signifies à

tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore; & fais en outre pour son entière exécution, à la requête dudit Prevost, tous commandemens, sommations, & autres actes & exploits nécessaires, sans autre permission, nonobstant clameur de haro, charte normande & autres lettres à ce contraires: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Versailles le trente-unième jour de mai, l'an de grâce mil sept cent soixante-huit, & de notre règne le cinquante-troisième. Par le Roi, en son Conseil. *Signé* DEVOUGNY. Et scellé.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

Du 13 Juin 1769.

VU par le Roi, en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 31 mai 1768, sur la requête y insérée de Jean-Jacques Prevost, lors adjudicataire des Fermes générales-unies; par lequel, sans s'arrêter à la sentence de l'Élection de Rouen du 8 janvier précédent, ni à l'arrêt de la Cour des Aides de ladite ville du 16 avril suivant, qui auroient été cassés & annullés, Sa Majesté auroit ordonné que les tabacs saisis sur les femmes Dumont & Heuzé, demeureroient acquis & confisqués au profit dudit Adjudicataire des fermes, & condamné lesdites femmes Dumont & Heuzé solidairement, en l'amende de mille livres chacune, aux dépens faits, tant en ladite Élection qu'en la Cour des Aides de Rouen, & au coût dudit arrêt, liquidé à soixante-quinze livres. La requête présentée à Sa Majesté le 13 septembre 1768, par Marie-Anne Lenormand, femme de Jérôme Dumont, échoppier & débitant de tabac au Petit-Maromme près Rouen; & Catherine Lenormand, femme de Nicolas Heuzé, brouetteur de ladite ville; ladite requête signée Guignace de Chamout, avocat, tendante, pour les causes & moyens y énoncés, à ce qu'il plût à Sa Majesté recevoir lesdites Lenormand, femmes Dumont & Heuzé, opposantes audit arrêt du Conseil du 31 mai précédent; & ayant égard à ladite opposition, sans s'arrêter audit arrêt, qui seroit regardé comme non avenu, ordonner que l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 16 avril

1768, seroit exécuté selon sa forme & teneur; & condamner l'Adjudicataire des fermes aux dépens. Mémoire dudit Jean-Jacques Prevost, ci-devant Adjudicataire des fermes, du 24 février 1769, en réponse à la requête ci-dessus visée desdites femmes Dumont & Heuzé, & tendant à ce qu'il plût à Sa Majesté les débouter de leur opposition audit arrêt du Conseil du 31 mai 1768, ordonner que ledit arrêt seroit exécuté selon sa forme & teneur, & les condamner au coût de celui qui interviendrait. Vu aussi un procès-verbal du 8 décembre 1767, des Employés des fermes à Rouen, contenant, entr'autres choses, qu'étant ledit jour sur les quatre heures après midi, dans l'exercice de leurs commissions, sur le rempart de Martainville de ladite ville, ils auroient aperçu, venant à eux, deux femmes qui leur auroient paru porter quelque chose dans leur tablier; que les ayant sommées d'exhiber ce qu'elles portoient, elles y auroient consenti, & auroient représenté auxdits Employés, l'une six bouts de tabac, & l'autre huit bouts de tabac & un sac de toile qui le couvroit dans son tablier; tous lesquels tabacs ayant été examinés par eux Employés, ils auroient reconnu qu'un des six bouts à eux représentés par la première femme, portoit une vignette sur laquelle étoit imprimé dans toute sa longueur, *Bail de Thibault Larue (à huit bouts) privilège de la vente exclusive, dans toute l'étendue du royaume*, & deux fleurs-de-lis imprimées à chaque bout de ladite vignette, les cinq autres bouts sans aucune vignette; deux des huit bouts que portoit l'autre femme, portoient mêmes vignettes que dessus, & une fleur-de-lis également à chacune d'icelles vignettes, à chaque bout; les six autres bouts sans aucune vignette, & le tout formant quatorze bouts ficelés d'une petite ficelle, sans aucun cachet de la ferme; pour quoi lesdits Employés auroient déclaré auxdites deux femmes, qui auroient dit se nommer, la première, Marie-Anne Lenormand, femme de Jean Dumont; & l'autre, Catherine Lenormand, femme de Nicolas Heuzé, la saisie desdits quatorze bouts de tabac, comme de fausse fabrique & contrefaçon de vignettes, avec assignation devant les Officiers de l'Élection de Rouen, pour en voir ordonner la confiscation; & être en outre condamnées chacune en mille livres d'amende, solidirement, & aux dépens, conformément aux réglemens. Sentence contradictoire desdits

Officiers de l'Élection de Rouen du 8 janvier 1768, portant que sur l'action, les parties sont renvoyées hors de procès, ordonné que les prisons seroient ouvertes auxdites femmes Dumont & Heuzé, si pour autres choses elles n'y étoient détenues. Arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 16 avril 1768, contradictoirement rendu entre ledit Jean-Jacques Prevost, lors adjudicataire des fermes, appelant de la sentence ci-dessus, & lesdites femmes Dumont & Heuzé, intimées, par lequel ladite sentence auroit été confirmée, & ledit Adjudicataire des fermes condamné en l'amende; & aux dépens envers lesdites femmes Dumont & Heuzé. L'article V du titre XI de l'ordonnance du mois de février 1687. La Déclaration du 1.^{er} août 1721, portant règlement pour la ferme du tabac, ensemble les autres pièces respectivement produites par les parties: Oûi le rapport du sieur Maynon d'Invau, Conseiller ordinaire, & au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, a débouté & déboute lesdites Marie-Anne Lenormand, femme Dumont, & Catherine Lenormand, femme Heuzé, de leur opposition audit arrêt du Conseil du 31 mai 1768: Ordonne en conséquence Sa Majesté que ledit arrêt sera exécuté selon sa forme & teneur: Condamne en outre lesdites femmes Dumont & Heuzé au coût du présent arrêt, liquidé à soixante-quinze livres. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Marli le treize juin mil sept cent soixante-neuf. Collationné.

Signé DEVOUGNY.

L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, nous te mandons & commandons de signifier à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore, l'arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, pour les causes y contenues; & faire en outre pour son entière exécution, à la requête de Jean-Jacques Prevost, ci-devant adjudicataire de nos Fermes générales-unies, y dénommé, tous commandemens, sommations, & autres actes & exploits nécessaires, sans autre permission, nonobstant clameur de haro, charte normande & autres lettres à ce contraires: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Marli le treizième jour

de juin, l'an de grâce mil sept cent soixante-neuf, & de notre règne le cinquante-quatrième. Par le Roi, en son Conseil.
Signé DEVOUGNY. Et scellé.

Collationné aux originaux par nous Écuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France, & de ses Finances.

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE

M. DCCLXIX.

Handwritten text at the top of the page, likely a header or title, which is mostly illegible due to fading and blurring.

Handwritten text at the bottom of the page, possibly a signature or footer, also illegible.